

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 157 - VENDREDI 26 OCTOBRE 2012

LA CANAILLE DU FAUBOURG

Sur le terrain "destiné" à l'aéroport de Nantes, on n'a pas fini d'entendre le cri des mouettes ! ●

AGENDA MILITANT

→ 8 novembre

Amiens [Penser l'État avec Pierre Bourdieu](#)

→ 10 novembre

Rennes [Marche des migrant-e-s](#)

→ 10-11 novembre

Échirolles [4^e Rencontres nationales des luttes de l'immigration](#)

→ 14 novembre

Europe [Mobilisation générale](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ **Culture**

[Sport : des mots aux actes](#),
Communiqué FSGT

→ **Écologie**

[ND. des Landes : un "boulet pour J.M. Ayrault"](#), D. Fresneau (ACIPA)

→ **Initiatives**

[Droit de vote des résidents étrangers](#),
Gérard Perreau-Bézouille

Mobilisation pour une alternative à l'austérité, acte II

Elle fait son chemin, l'idée que seule la mobilisation peut ouvrir des alternatives ! Pour preuve, la belle mobilisation-éclair contre l'adoption sans débat public du Pacte budgétaire, après des élections qui ont porté une majorité de gauche au pouvoir.

Hollande et Ayrault justifient leur budget d'austérité par une priorité à l'éducation, sous les contraintes de la dette et de la modération des dépenses publiques. La réalité, c'est que les pensions des retraité-e-s déduites, le budget réel pour l'éducation "augmente" de 0,6 %... moins que l'inflation : il n'y a là aucune priorité. Mais c'est qu'aucune politique de gauche n'est possible dans le cadre des contraintes acceptées par le gouvernement.

Il faut exiger un moratoire sur le remboursement de la dette et de ses intérêts, le premier budget de l'État : ne payons rien tant que n'aura pas été rendu public qui en profite et dans quelles conditions cette dette s'est constituée ! Répartir autrement les richesses n'est aujourd'hui pas séparable d'une remise en cause des pouvoirs, des structures de la propriété et des modes de production. Une autre politique suppose donc d'assumer un affrontement avec les détenteurs de capitaux.

Laisser adopter ce budget sans construire une vaste campagne d'explication et de mobilisation serait renforcer l'idée qu'il n'y a pas d'alternative, et avec elle la résignation. Le Front de gauche ne doit pas se laisser enfermer dans le débat parlementaire : il doit être moteur dans la construction d'une grande mobilisation unitaire et populaire, sans quoi il ne peut représenter l'alternative qu'il prétend porter.

Le 14 novembre, des appels sont lancés pour une grève générale simultanée en Grèce, au Portugal et en Espagne, et la Confédération européenne des syndicats (CES) appelle à des actions dans tous les pays contre l'austérité. Il faut s'en saisir pour manifester massivement notre solidarité avec les peuples d'Europe, et développer ici l'acte II de la mobilisation pour une alternative à l'austérité.

● **Olaf Lek**

La ville : territoire de ségrégation Ou territoire d'émancipation ?

Face aux inégalités au sein d'un territoire et entre territoires, quelles alternatives ? Abordent ici cette problématique M. Rafatdjou, architecte urbaniste, P. Braouezec, président de Plaine-Commune, G. Perreau-Bézouille, 1^{er} adjoint au maire de Nanterre, N. Uhl, militant du Parti de gauche, H. Daoulas, étudiant en master d'architecture.



Débat sur la ville à la Fête de L'Humanité 2012 au stand de la FASE, de g. à dr. : Makan Rafatdjou, Patrick Jarry, maire de Nanterre, François Labroille, conseiller régional Île-de-France, Patrick Braouezec.

Notre visée collective de dépassement du capitalisme est inséparable de notre projet pour la ville. Le néolibéralisme refaçonne la ville à grande échelle et ses thuriféraires présentent les projets comme purement techniques, relevant de l'expertise de quelques-uns. Le néolibéralisme met les territoires en concurrence et les majorités de gauche dans certaines communes cèdent fréquemment à la tentation de la compétition entre les territoires.

Ce qui domine aujourd'hui, c'est le renforcement des ségrégations sociales et spatiales dans la métropole parisienne mais aussi dans les grandes villes en France et

en Europe. La ville devient un enjeu politique majeur. Que dire du manque cruel de logements et surtout de logements sociaux ? de la vétusté d'une partie du parc locatif ? de la mise à l'écart des populations, la plupart du temps, des choix sur des questions qui les concernent directement ? Comment sont pensés les schémas de cohérence territoriaux ?

Pouvoir agir implique d'avoir des éléments de réflexion pour penser l'avenir des services publics, le droit au logement, la mobilité, et plus largement le droit à la ville. Ce dossier souhaite y contribuer en proposant des analyses complémentaires, des pistes différentes,

sur l'enjeu politique des territoires urbains. S'appuyant sur une pratique professionnelle, militante, d'élu, à Paris et dans les villes d'Île-de-France, les réflexions des intervenants dépassent le cadre strict de la métropole parisienne et de cette région et permettent de nourrir la discussion et les projets sur les villes et métropoles en tant que territoires potentiels d'émancipation pour aujourd'hui et demain (1).

● Daniel Rome

(1) La version intégrale de ces textes est en ligne sur www.communistesunitaires.net, rubrique "Territoires".

Ouvrir le chantier altermétropolitain

Devenue un enjeu institutionnel et administratif, la métropole était déjà un fait urbain. On pourrait même dire un fait sociétal total, un entrelacs complexe de dynamiques spatiales, temporelles, territoriales, sociales, économiques, culturelles, identifiées et à l'œuvre depuis longtemps.

Son moment actuel, suite à une décennie de péripéties, est celui de son avènement en tant que fait et enjeu politiques majeurs, tendanciellement surdéterminant.

Réalité plurielle à l'échelle du territoire, la métropole, surtout dans son échelle parisienne et francilienne de "ville mondiale et de "ville monde", est le lieu

par excellence où coexistent, se condensent et s'exacerbent à un degré inouï les antagonismes et contradictions du capitalisme : possibilités d'épanouissement et aliénations manifestes ; richesses créées, exposées, confisquées, dilapidées ; spéculations et ségrégations, réalisations et déréalisations de soi ; entassements et étalements. ●●●

●●● Conjugés à l'empilement d'autres difficultés quotidiennes - déplacements difficiles et chronophages, nuisances, pollutions, congestions, insécurités, crise quantitative et qualitative (et surtout entretenue) du logement, dégradation et raréfaction des services publics, tertiarisation massive au détriment des autres acteurs d'activité -, il en résulte une réalité profondément inégalitaire, massivement subie et mal vécue : un territoire fragmenté, fracturé, clivé, marchandisé, et proprement investi par le capital en tant que ressource première et source de nouvelles exploitations.

Dans la visée d'une alternative de progrès au capitalisme se pose une question fondamentale : la métropole actuelle est-elle consubstantielle au capitalisme (auquel cas il faut travailler à l'émergence d'une alternative urbaine à la métropole) ou est-elle une réalité altérée par les logiques capitalistes (et donc susceptible de faire l'objet d'une fabrique alternative) ? Choisir la seconde option, c'est esquisser une problématique qui appelle un immense chantier collectif.

Une alternative, c'est une nouvelle alliance entre les dépassements indispensables articulés dialectiquement au déjà-là et les bifurcations incontournables faisant

advenir du jamais-vu. Cette démarche d'utopie concrète impose autant des objectifs et finalités radicalement différents que de profonds changements dans nos façons de voir et nos manières de faire.

**« L'alternative
métropolitaine,
c'est l'avènement
d'un territoire
comme un bien commun
de haute qualité
pour tous.
Cela appelle avant tout
une métropolitique
faisant de cette métropole
radicalement alternative
l'œuvre des métropolitains
eux-mêmes. »**

Une alternative métropolitaine comme enjeu anthropologique et écologique à l'échelle locale et mondiale suppose de la construire comme un enjeu politique inédit par une pratique politique novatrice. Elle ne peut être restreinte ni aux batailles institutionnelles (déjà à l'œuvre), ni aux positionnements

partidaires (transversalement clivés par la question), ni aux joutes des experts et des sachants (toujours autolégitimés). Elle doit consister, avant tout et surtout à un front de combat et de résistances créatrices contre le capital, l'extension quotidienne de sa domination, et son intense déploiement territorial par la généralisation des luttes métropolitaines. Ces luttes existent déjà en nombre : contre le mal logement, de soutien aux sans-papiers, aux migrants, aux Roms, pour des transports de qualité, dans les écoles, dans les hôpitaux, dans les entreprises (ah ! PSA Aulnay), contre la financiarisation, pour la sécurité. Il manque à cet archipel de mobilisation le liant métropolitain au cœur des logiques qu'elles combattent.

L'alternative métropolitaine, c'est l'avènement d'un territoire comme un bien commun de haute qualité pour tous. Cela appelle avant tout une métropolitique faisant de cette métropole radicalement alternative l'œuvre des métropolitains eux-mêmes. Processus inédit et de longue haleine, il peut et doit être initié de suite, rendant à l'immense majorité des habitants la citoyenneté dont ils ont été dépossédés, part essentielle de leur citoyenneté réelle.

● **Makan Rafatdjou**

En ville, le droit à la centralité pour tous

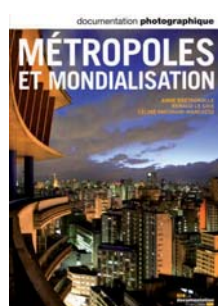
« **D**ans les grandes villes du monde développé comme du monde en développement, nous observons une nouvelle géographie des centres et des marges qui contribue non seulement au renforcement des inégalités existantes, mais met aussi en mouvement une série

de nouvelles dynamiques de l'inégalité » (2) contribuant à « accentuer, renforcer, indurer les logiques de ségrégation préexistantes » (3).

Faut-il s'y résigner et laisser faire ou chercher à faire émerger non pas simplement un accompagnement social mais une autre logique dans le mouvement de la métropolisation ? Dans la diversité des situations, c'est le défi auquel l'ensemble

des villes, la grande majorité de leurs habitants, de leurs gouvernements locaux sont confrontés dans le monde.

La non résignation aux choix dominants invite à placer au cœur du débat sur le sens de l'urbain l'exigence du « droit à la ville », élargi au « droit à la métropole pour tous », pris comme droit collectif. Le « droit à la ville », popularisé par Henri Lefebvre en 1968, s'inscrit comme ●●●



(2) *Globalisation, une sociologie*, Saskia Sassen, Gallimard, 2009.

(3) « Le Point Sur ». Anne Bretagnolle, Renaud Le Goix, Céline Vacchiani-Marcuzzo in *Métropoles et mondialisation*, Documentation photographique, n°8082, 2011, Documentation française.

●●● une alternative face aux dynamiques urbaines actuelles de la mondialisation qui divisent, fragmentent et excluent. Sa revendication dans la diversité des situations locales - « *un autre monde est possible et il commence dans la ville* » - s'oppose au « *pire des mondes possibles* » (4).

Le présent et l'avenir du Grand Paris sont au cœur de ces questionnements, des forces contradictoires s'y confrontent : un espace urbain au service des logiques du « monde de la finance » ? Ou bien s'inscrivant résolument dans le « droit à la ville » pour construire une métropole assurant une vie digne, d'épanouissement individuel et collectif pour tous, garantissant l'accès au travail, à la santé, au logement, à l'éducation, à l'information et dans laquelle chacun compte et participe aux choix de son présent et de son avenir.

Comment bouger les lignes afin d'en finir avec le paradoxe d'être un des territoires les plus riches du monde et dans le même mouvement d'être gangrené par les inégalités sociales, les ségrégations spatiales ? Quel chemin prendre pour que la métropole inégalitaire laisse la place à une métropole solidaire et inclusive ? Ce chemin, à mon sens, passe par la reconnaissance d'un « droit à la centralité » pour tous.

Développer la métropole à partir de la diversité des centralités qui la composent – dont celle de Paris –, c'est s'inscrire résolument dans l'ambition première de construire « la proximité » de toutes les fonctions de la ville pour chacun de ses citoyens.

Dans la métropole du XXI^e siècle, la reconnaissance du polycentrisme dans sa fonction de proximité, c'est la poursuite des combats des habitants et de multiples élus locaux de banlieues populaires, qui, tout au long du XX^e siècle, se sont mobilisés pour avoir accès à des équipements collectifs, des services publics - être une ville, pas seulement du logement près des usines ou une cité dortoir. C'est le refus que des territoires, des histoires, des vies soient invisibles ou oubliés dans la métropole attractive ou vus comme des terrains à « coloniser » par un aménagement décidé d'en haut, ignorant les dynamiques locales.

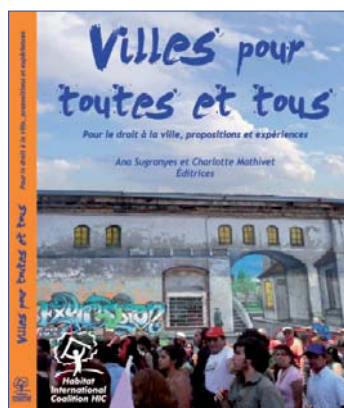
« Développer la métropole à partir de la diversité des centralités qui la composent – dont celle de Paris –, c'est s'inscrire résolument dans l'ambition première de construire « la proximité » de toutes les fonctions de la ville pour chacun de ses citoyens. »

Il est positif que les enjeux de la métropole parisienne dépassent la centralité de sa compétition pour l'accueil des capitaux et des sièges sociaux avec d'autres villes globales. La volonté d'imposer

des *clusters* par le haut a dû reculer pour laisser la place à des Contrats de Développement Territoriaux (CDT) négociés entre l'État et les collectivités locales. Au-delà du nom, l'important est que ces dernières peuvent faire valoir une ambition pour leur territoire d'existences améliorées pour leurs habitants en sollicitant notamment la parole et la participation des citoyens pour contribuer à la ville et à la métropole dont ils ont besoin.

C'est le défi que nous essayons de relever au sein de la communauté d'agglomération de Plaine Commune, avec le CDT du territoire de « la culture et de la création ». Nous savons que cette ambition de solidarité sur notre territoire doit se connecter, entrer en dialogue et en résonance avec l'ensemble des pôles de centralités métropolitains. Des intercommunalités, respectueuses du fait communal et de la participation citoyenne, peuvent constituer des expériences de mise en commun de forces, de potentiels, d'aspirations pour aller dans ce sens et ne pas se retrouver seuls face à des logiques prédatrices ou encore d'oublis voire d'exclusions.

Cette question a été un des grands enjeux des choix à faire en matière de transport. Et si on peut comprendre, face à l'enfermement stressant du toujours plus vite et plus mobile, la revendication d'une ville « lente », on doit être également convaincu qu'au vu des souffrances de millions de Franciliens dans les transports, l'urgence d'un nouveau réseau, concomitant à une amélioration de l'existant, ne pouvait plus attendre. L'idée de relier simplement des pôles économiques à très grande ●●●



(4) « Le droit à la ville : quelques clés pour comprendre la proposition de créer 'un autre monde possible' » Charlotte Mathivet in *Villes pour toutes et tous, pour le droit à la ville, propositions et Expérience*, Edition Habitat International Coalition, Santiago du Chili, 2011.

Le Pire des Mondes Possibles, Mikes Davis, Edition La Découverte, Paris 2007.

●●● vitesse a dû prendre en compte l'exigence de "désenclavement" de territoires en souffrance, de relier des lieux de vie et non pas seulement de l'habitat à des *clusters* économiques.

A travers la perspective des CDT, les gares peuvent être appréhendées autrement que comme simples quais d'embarquements d'une marchandise "force de travail" de plus en plus mobile et flexible, mais au contraire constitutif de projets de territoires ouverts à tous les métropolitains. Indiscutablement, cela nécessite de s'opposer aux logiques pouvant

laisser s'installer des "corridors gentrifiés", des espaces réservés à certains revenus. Il faut s'attaquer aux politiques qui font du mètre carré dans les métropoles une source de spéculations et à l'entre soi exclusif, contribuant à un manque de logements et notamment de logement sociaux. Si plus personne n'ose contester le besoin d'en construire, la tentation de trouver une solution par un nouvel éloignement des catégories populaires vers les marges, au risque de prolonger un étalement urbain dangereux pour l'empreinte écologique, reste présente. Il y a nécessité d'une politique

volontariste de nouveaux logements sociaux liée dans le même mouvement à la construction de toutes les autres fonctions qui font "ville": c'est tout l'enjeu de l'aide aux maires bâtisseurs.

Si le débat politique sur le sens du Grand Paris est si ouvert - ce qui nous différencie de biens d'autres contextes métropolitains dans le monde - c'est bien parce qu'il a résisté aux tentatives d'imposer par le haut la pensée unique urbaine de la finance qui ferait monde à elle seule.

● Patrick Braouezec (5)

(5) Texte initialement paru sur *Médiapart*.

Pour un nouvel espace solidaire

Notre réflexion sur la métropole s'est forgée à partir de Nanterre et du travail dans un réseau international de villes de périphéries, le FALP.

C'est l'irruption des banlieues qui fonde aujourd'hui les métropoles comme objet politique. Il faut aller au-delà des seuls constats démographiques. Lieux de relégation de ce qui gêne (par exemple à Nanterre : gare de triage, échangeurs, cimetières, dépôt de mendicité, usines...), elles se sont aussi constituées comme point d'entrée des migrants, comme confluent de trajectoires individuelles et collectives. Les banlieues ont ainsi produit de l'identité, avec une dimension plurielle. Ainsi Nanterre porte en elle l'héritage d'une ville ouvrière et d'accueil de migrants. Et la citoyenneté locale doit tenir compte des héritages divers.

L'enjeu des métropoles dans la phase actuelle est qu'elles ne constituent pas un nouveau temps d'exclusion territoriale et sociale mais qu'elles contribuent à un nouvel espace solidaire inclusif. L'impact des métropoles sur les échanges, le rapport à la mondialisation rendent nécessaire de construire les projets à partir

des territoires et de les articuler, aux différentes échelles, depuis le local jusqu'au global : une politique d'altermétropolisation en lien avec l'altermondialisme.

« Les solutions sont à chercher dans l'articulation avec les dynamiques citoyennes, en partant des gens, de leur capacité d'analyse, en travaillant leur intervention. »

Pour des territoires urbains multipolaires, polycentriques, ouverts à tous et construits avec tous, la solidarité n'existe que par l'intervention publique forte, où le service public prend toute sa place. À l'inverse de la "gouvernance", de réformes d'adaptation à la crise, il s'agit de développer le processus politique qui radicalise la démocratie.

On a vu comment dans Paris Métropole, une place insuffisante avait été faite

aux syndicats dits techniques qui ont été porteurs de réponses constructives au "cavalier seul" de Paris et ont en ce sens pris des décisions politiques au sens noble.

L'imbrication des réseaux physiques et virtuels est une autre réalité qui fonde les métropoles modernes

Ce n'est pas la multiplicité des structures qui pose problème mais leur cloisonnement : il y a besoin d'un pilotage maillé, non pas d'ajouter ou soustraire des couches. Les solutions sont à chercher dans l'articulation avec les dynamiques citoyennes, en partant des gens, de leur capacité d'analyse, en travaillant leur intervention. Ce qui pose la question des échelles de décision, de concertation. Dans les rapports aux territoires, le droit à la parole n'est pas une question formelle.

● G. Perreau-Bézouille (6)

(6) Notes d'intervention mises en forme par *Cerises*. Voir également "Conjuguer efficacité et prise d'initiative à chaque niveau" sur www.communistesunitaires.net, rubrique "Territoires".

Les enjeux urbains au travers de la planification écologique

Pour les citoyens vivant dans les agglomérations urbaines, de Paris comme de province, dans les villes centres comme dans les banlieues, le temps constitue la préoccupation première. Les temps de trajet entre domicile et travail, le temps consacré à la consommation, passé à gagner sa vie pour ceux qui ont encore un emploi, tout ce temps diminue de manière exponentielle le temps pour soi. Or, ce temps pour soi demeure le temps de l'émancipation, par la culture, par la vie sociale et amicale, par l'implication citoyenne. Bref tout ce qui concourt à une pleine humanité, hors de l'aliénation consumériste, à la réussite solidaire : un être humain, plein et entier, émancipé, est un Homme réussi et qui participe de la réussite collective.

Ralentir les temps aliénants

La priorité est que le temps de l'émancipation reprenne une plus grande place. Nous attachons une grande importance à construire une ville qui œuvre au ralentissement des temps aliénants : travail et consommation en particulier. L'urbanisme est le premier outil, la planification notre méthode : planifier les diverses politiques publiques dans les domaines clés que sont l'économie, l'aménagement urbain, l'environnement. Planifier, c'est anticiper les besoins, définir les moyens, prévoir les étapes, fixer les moyens. Avec un défi en forme de paradoxe apparent : ralentir la ville.

Pourquoi densifier la ville si ce n'est pour lui permettre d'assumer l'ensemble de ses fonctions : développement économique pour créer des emplois qui profiteront aux habitants ; habitat pour assumer et réaliser la mixité sociale ; services publics pour répondre aux besoins premiers des citoyens ; culture, sports et loisirs ; espaces de nature préservés pour un cadre

de vie amélioré. Mais une des fonctions premières de la commune demeure l'apprentissage de la vie sociale.

À la Communauté d'agglomération Les Lacs de l'Essonne, nous n'avons pas peur de dire que moins les bâtiments, quelle que soit leur rôle (habitat, service, économie), auront d'emprise au sol, mieux nous pourrons intégrer les diver-

« la priorité est que le temps de l'émancipation reprenne une plus grande place. C'est pourquoi nous attachons une grande importance à construire une ville qui œuvre au ralentissement des temps aliénants. »

ses fonctionnalités urbaines qui conditionnent le caractère avéré, et non plus rêvé, du lien social. L'urbanisme des années 1960 et 1970 a moins pêché par son intensité que par son inaccomplissement. Des ensembles de logements extrêmement denses ont été construits sans que les donneurs d'ordre ou les financeurs (l'État en premier lieu et singulièrement en région parisienne) se préoccupent de l'accompagnement au travers des services de proximité. Dans combien de nos quartiers de banlieue la puissance publique n'est-elle plus représentée que par les voitures de police et l'école maternelle ? Là est le problème premier, pas dans la hauteur du bâti.

Libérer les espaces

Il s'agit en premier lieu de se battre concrètement pour un environnement de qualité. L'intensification urbaine permet de préserver ces espaces. Nous connaissons trop les dégâts irréversibles causés sur l'environnement par ces immenses zones pavillonnaires ne présentant ni confort ni services ni convivialité. De même, la diminution des emprises de bâti au sol permet de minorer l'importance des surfaces imperméabilisées avec leurs nuisances, notamment en termes de gestion des eaux de pluie et eaux usées.

En privilégiant les constructions en hauteur à haute qualité environnementale et basse consommation d'énergie, nous libérons les espaces que nous maîtrisons. En assumant une mixité entre logement et locaux à vocation économique, nous entendons réduire les temps de trajets entre domicile et travail pour un nombre croissant de nos concitoyens. C'est là une première réponse à l'enjeu du temps mais aussi à la lutte contre les gaz à effet de serre. De même lorsque nous mettons en œuvre un service public culturel de proximité. Enfin, les espaces libérés par notre maîtrise foncière permettent la construction de nouveaux services publics répondant aux besoins d'une population en croissance : écoles, crèches, maisons de quartier ou MJC.

La puissance publique comme trait d'union

Ces services, mis en œuvre par les collectivités territoriales, constituent les instruments du lien social et participent de la convivialité, une des clés de la vie urbaine. Ils ont aussi vocation à devenir des traits d'union entre les différentes parties de la ville ; cette multiplicité à l'intérieur de l'espace communal ●●●

●●● participe de sa richesse, de sa mixité. C'est pourquoi il est essentiel d'ouvrir les quartiers les uns sur les autres.

Si nous défendons une ville intégrée avec l'ensemble de ses fonctions, nous rejetons l'idée d'une ville autarcique et refermée sur elle-même, avec ces quartiers autosuffisants en vogue dans les années 1970, qui confinent aujourd'hui à la ghettoisation, les différentes facettes de la crise économique inhérente au capitalisme étant passées par là. Nous militons donc pour une ville ouverte sur ses semblables, qui permette le brassage, la circulation des Hommes comme des idées. Cela suppose une nouvelle architecture

des transports en commun ainsi que la gratuité de ces déplacements pour inciter à ne plus utiliser sa voiture. L'accélération des transports que génère leur massification (RER et TER en province, tram-train, etc.) permet de ralentir le rythme de vie en libérant du temps.

Cette ambition nécessite toutefois une condition : l'éducation populaire. Le rôle militant des élus est d'amener à prendre conscience des enjeux, à s'appropriier les ambitions collectives, à prendre à bras le corps les contradictions pour les résoudre. Cela nécessite un travail intense de débat, de confrontation, dans une relation de proximité avec le plus grand nombre

de citoyen. Notre conception de l'élu est aux antipodes de la culture dominante qui réclame des élus gestionnaires, à l'hyper-technicité, mais retranchés dans leur tour d'ivoire. Nous avons suffisamment confiance dans la technicité des agents territoriaux, leur attachement aux territoires sur lesquels ils interviennent autant qu'ils y vivent, pour savoir que notre première tâche est de nous rendre disponibles pour le débat citoyen, qui précède et conditionne l'émancipation. Dès lors que le citoyen peut y consacrer du temps...

● Nathanaël Uhl

<http://lecridupeuple.org>

Le périurbain en quelques maux

La métropole, pôle démographique et économique, est un territoire diversifié d'un point de vue global. Mais d'un point de vue local, elle se caractérise par des spécialisations territoriales et donc des disparités fortes. Ainsi au centre d'un pôle comme la métropole parisienne, se concentrent les activités à haute valeur ajoutée, les sièges de grandes entreprises, les ministères, de nombreux commerces de proximité et équipements éducatifs, culturels, sportifs et de santé. Le maillage des transports en commun y est très resserré et favorise grandement l'accessibilité. En proche couronne, ces activités et équipements sont parfois moindres, moins prestigieux et souvent moins accessibles. Le maillage des transports y est moins resserré mais se connecte tant bien que mal à Paris. En revanche, en lointaine banlieue, dans le périurbain, ces activités et équipements sont quasi inexistantes. En effet, situé à la limite entre la ville et la campagne, le périurbain est un espace spécialisé dans l'habitat et particulièrement dans la maison individuelle. Les habitants y sont *esclus* spatialement et dépendent du bassin d'emplois concentrés et diversifiés du "pôle urbain", en l'occurrence Paris et sa proche couronne.

La raison de cette spécialisation tient au choix opéré dès les années 70. Sous la présidence giscardienne, le Prêt d'Accession à la Propriété de 1977 permet aux Français "moyens" de devenir propriétaire de leur logement ou bien de réaliser des travaux dans leur logement ancien, et ça marche ! Entre 1977 et 1995, c'est plus de 850 000 ménages qui en bénéficient. Il s'opère alors un débordement de la ville par un émiettement de maisons. C'est ce qu'on appelle la périurbanisation. Ce processus, en Île de France, débuta dès la fin des années 1960 et augmenta fortement jusqu'aux milieux des années 1970. Tandis que dans d'autres régions, notamment en Languedoc Roussillon, PACA et Rhône-Alpes, le phénomène s'établit autour de 1975 jusqu'au milieu des années 1980. Ce processus se stabilisera par la suite au gré du chômage et des crises économiques qui affaibliront le pouvoir d'achat des ménages. Déjà "moyens", ils deviendront "modestes". Ils auront le sentiment frustrant du *déclassement* social qui prendra la forme d'usages contraints : habiter loin, se déplacer loin, habiter peu de temps et se déplacer longtemps quand tous les autres semblent proches et semblent habiter plus longtemps. On estime qu'en Île de France, le peuple passe en moyenne 40 minutes

dans les transports (individuels et collectifs) contre 20 minutes pour le reste de la France, avec une consommation d'essence des véhicules onéreuse ! D'autant plus que la métropole parisienne, plus qu'ailleurs en France, connaît depuis cinquante ans environ un "dessalement" entre les lieux de travail, les lieux de vie et les lieux de la consommation. Les entreprises font le choix de quitter le pôle urbain trop ramassé et trop cher, pour s'établir en lointaine banlieue voir au-delà.

Territoire à l'extérieur du pôle urbain, le périurbain fait corps avec lui (c'est la métropole) mais dépend de lui (c'est une ségrégation). Cette dépendance devient de plus en plus une *soumission* car au fil du temps ce territoire s'étend et ses ménages s'appauvrissent. Les délocalisations d'activités loin du pôle urbain engendrent de plus en plus de déplacements sur des distances de plus en plus longues. Cela coûte cher économiquement et écologiquement. Alors que fait l'État ? Où est la puissance publique dans ce territoire de routes et de propriétés privées. L'*esclusion* spatiale, le *déclassement* social et la *soumission* géoéconomique sont indignes pour l'animal social et non durable pour le développement !

● Henri Daoulas

Apple pie

Confidence Men (des hommes de confiance)

Sera-t-il réélu ou rejoindra-t-il la cohorte des présidents qui n'auront rempli qu'un mandat (Bush père, Jimmy Carter...) ? Afin de comprendre la réponse que les citoyens des États-Unis apporteront à cette question, la lecture du dernier ouvrage de Ron Suskind fournira des éléments de compréhension. Consacré à la crise financière et à l'installation d'Obama dans son fauteuil de président, *Obama la vérité* trace le portrait des hommes du président chargés de répondre à la crise financière, or, ils sont tous entièrement dévoués à Wall Street. Obama lui-même ne sort pas grand de ses quatre années passées à la Maison blanche. Ron Suskind donne à voir un président « *qui n'était pas prêt pour le job qui l'attendait* ». Entre l'image qu'il a donnée de lui-même lors de sa première campagne électorale et ce qu'il est réellement, le gouffre paraît béant.



● Marie-Agnès Combesque

Ron Suskind, *Obama la vérité Dans les coulisses de la Maison blanche*, éditions Saint-Simon, 2012, 401 p., 22,80 €

Τυροπιτάκια

Καλό χειμώνα !

C'est le souhait échangé avec la famille et les amis quand nous les quittons, à la fin des vacances : « *Passe un bon hiver !* ». La Grèce continentale est un pays de montagne et l'hiver, si court soit-il, est vif.

L'an passé, beaucoup de familles ont limité le chauffage aux jours les plus froids pour ne pas acheter de fioul. Dès cet été, ils ont pris d'autres mesures : partout on voit des réserves de bois, son prix a explosé mais il reste moins cher que le fioul ou le gaz.

Costa peste contre ce qui va être une nouvelle catastrophe écologique : « *Pendant la guerre civile, l'armée incendiait les forêts pour chasser les "andartès" (les partisans). Ces montagnes sont devenues des déserts. Aujourd'hui, nous allons finir le travail. Voilà ce que va devenir notre région : des montagnes nues traversées par une autoroute vide ; un peuple ruiné dans un paysage dévasté.* »

Le pire est à venir : des communes commencent à annoncer que les écoles ne seront pas chauffées cet hiver.



● Gilles Boitte

Austérité... sauf pour les GPII



Les luttes continuent contre le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes (44), projet "phare" de Jean-Marc Ayrault, maire de Nantes, promu Premier ministre. Paysans, élus locaux, collectif national et soutiens internationaux se sont mobilisés, y compris avec grève de la faim (1). Des paysans,

encore sur leurs terres malgré les difficultés, les militants, bénévoles et "squatters" ont vu déferler CRS, gendarmes et bulldozers.

« *Ce projet est un boulet attaché au pied de Jean-Marc Ayrault* », déclare Dominique Fresneau, co-président de l'ACIPA, « *les ministres ne veulent pas nous recevoir, même François Hollande reste muet aux 9 courriers qui lui ont été adressés depuis cet été, personne ne doute plus que ce projet est un fiasco monumental, un GPII (Grand Projet Inutile Imposé), mais ils craignent tellement que les opposants obtiennent l'arrêt de ce projet qu'ils commettent nombre d'erreurs: Opération "César", 1 200 gendarmes, pour un coût de 500 000 €, contre des squatters armés de carottes et de navets, c'est cher pour une opération de communication* ».

Réactions : 2 000 manifestants à Nantes, et dans d'autres villes, communiqués dont celui-ci des Côtes d'Armor, le 18/10/2012 : « *L'évacuation militaire et policière par des centaines de CRS et gardes mobiles des occupants d'habitations sur la ZAD de Notre-Dame des Landes, annonce une tentative de passage en force du gouvernement Ayrault pour imposer ce projet d'aéroport pharaonique*

- contre les paysans qui refusent de voir leurs terres détruites,
- contre l'écologie du pays de Notre Dame des Landes qui verrait l'aménagement du bocage transformé en étendue de béton,
- contre le millier d'élus qui doutent de la pertinence de ce projet,

- contre aussi les valeurs de la démocratie, ciment de la gauche, désormais rangées au placard.

En utilisant la force, le gouvernement et le groupe Vinci sont dans la continuation de l'autoritarisme qui accompagne la mise en œuvre de ce projet d'aéroport depuis plusieurs années. Plus que jamais, nous appelons à la résistance citoyenne contre un projet d'aéroport inutile, dispendieux et écologiquement désastreux.

Signataires : ACU 22 (Association des Communistes Unitaires)- Alternatifs 22 - ATTAC 22- FASE 22 - NPA - PG 22 - Solidaires 22 - Des Indignés (Saint-Brieuc). »



● Michèle Kiintz



(1) Voir communistesunitaires.net, Rubrique "Écologie", infos précédentes et texte intégral de l'interview. Autres sites : <http://acipa.free.fr/>, <http://lutteaerportnddl.wordpress.com>, <http://www.agirpourenvironnement.org>

PANIER DE LA SEMAINE



Cerise noire. Le cynisme n'a plus de limite. Le pouvoir des dominants sur les dominés non plus. Après la divulgation de documents, le groupe Renault a confirmé avoir anticipé le suicide de trois cadres accusés à tort d'espionnage en 2011, licenciés par le PDG Carlos Ghosn, qui déclarait alors sur TF1 avoir des « certitudes et des preuves multiples » à l'encontre de ces salariés. Deux options avaient été prévues au cas où l'un des accusés commettrait « l'imparable » [sic] : la première « si l'un des cadres a tenté de mettre fin à ses jours », la seconde « s'il a mis fin à ses jours », cette option ouvrant droit à une phrase où l'entreprise « pense particulièrement à la famille de M. X ». Rien de tel en revanche pour le suicide raté. Frédérique Le Grèves, alors directrice de la communication, aujourd'hui chef de cabinet du PDG, reconnaît avoir demandé à "ses" services de préparer ces communiqués. Tant qu'à bien faire le sale boulot, elle aurait pu anticiper la commande de trois cercueils. Elle n'a sans doute pas voulu faire baisser le cours de l'action.

Cerise rouge. « *Le marché est naturel, comme la marée* », aimait à répéter le libéral Alain Minc, qui ne pensait pas au reflux. Sous la pression d'habitant-e-s, d'élue-e-s, et d'associations, des villes ont remunicipalisé la gestion de l'eau pour faire diminuer les rentes de situation, les factures et les gâchis. Un banquier, cité par *Médiapart*, le déplore : « *On a tué le marché de l'eau en France. Non seulement, c'est un marché mature et sans croissance. Mais les maires, à force de menacer de passer en régie, ont obtenu de tels rabais que les contrats, au moment de leur renouvellement, sont sans marge* ». Quand, grâce aux citoyen-ne-s, le marché de l'eau n'est plus une vache à lait, des banquiers prennent donc le bouillon.

Cerise croquante. Dans le cas où l'idée viendrait à Madame Le Grèves d'anticiper également la mort de Fidel Castro, nous lui conseillons l'article publié sur le site

Cubadebate et intitulé "Fidel est agonisant." par... Fidel Castro. Cela lui économisera par ailleurs un stage de communication.

Cerise à l'eau. Les marchés financiers sont comme (feu ?) Madame Le Grèves : sans état d'âme. Après avoir participé au démembrement et à la privatisation de monopoles publics, voilà qu'ils tentent de reconstituer des monopoles privés entre concurrents. Il faut bien faire craquer les pépins de ces citrons, en réalisant de nouvelles économies d'échelle et de sièges sociaux, des suppressions de services et d'emplois. Ainsi, des actionnaires en mal de dividendes et de pouvoir verraient d'un bon œil une fusion entre Veolia et Suez Environnement, filiales concurrentes dans l'eau, les déchets et l'environnement, qui détiennent à elles seules près des 2/3 du marché français. *Le Wall Street Journal*, *Le Monde* et *Les Échos* ont fait état de négociations. Les banquiers d'affaires – Goldman Sachs et Rothschild pour Suez, Deutsche Bank pour Veolia – sont sur le coup. Quand et comment nous libérerons-nous du pouvoir des actionnaires ?

Cerise mystère. Combien le Monsieur ?



Rémunération fixe : 850 000 €
Rémunération variable : 3 200 000 € *
Jetons de présence : 0 €
Avantages en nature et autres : 300 000 € **
* dont 81 % différés et sous condition de performance sur la base d'une action à 45 €
** au titre de la rupture de son contrat de travail en 2008

● Philippe Stierlin



L'image de la semaine**Solidarité**

Métallos belges venus le 18 octobre soutenir Ioannis Stefanopoulos qui devait passer en jugement suite à son arrestation lors d'une récente manifestation.



● **Massacre des Algériens.** Sur proposition du groupe communiste, républicain et citoyen, par la voix de Pierre Laurent, le Sénat vient d'adopter une résolution exprimant la volonté que la France reconnaisse enfin sa responsabilité dans le massacre commis le 17 octobre 1961, répression par l'État français de la manifestation d'Algériens de la métropole organisée à Paris par le FLN. 177 élus ont voté pour, contre 168. Le groupe écologique a demandé « l'ouverture des archives publiques non encore disponibles ou qui n'ont pas été détruites ou expurgées ». Cinquante ans après les faits, la vérité est toujours une idée neuve, concernant la guerre d'Algérie et, plus largement, concernant les répressions coloniales.

Lire :

http://fr.wikipedia.org/wiki/Massacre_du_17_octobre_1961

● **Austérité.** Membre de la commission des finances de l'Assemblée nationale, Gaby Charroux (PCF - Front de gauche) souligne notamment : « *Nous continuons d'émettre des réserves, très inquiètes, sur l'ancrage à gauche de ce gouvernement. Il n'emprunte pas la voie qui convient. Le carcan est appliqué au travers du traité européen, de la loi organique et aujourd'hui de ce budget : l'État et les collectivités vont être contraints. Or, il faut développer l'investissement public, pour leur permettre de faire face aux missions générales de service public pour la santé, l'école... (...)* Sur les recettes, nous nous sommes abstenus. Sur les dépenses, même si la position du groupe n'est pas arrêtée, on aurait toutes les raisons de voter contre. Les contraintes qui vont peser sur les finances des collectivités territoriales sont injustes et inefficaces économiquement ». À suivre...



Partagez nos Cerises - Inscriptions sur plateformecitoyenne.net/cerises

Retrouver Cerises sur nos différents sites, blogs et réseaux

<https://www.facebook.com/cerisesenligne/>

et@CerisesACU

<http://blogs.mediapart.fr/blog/communistes-unitaires/>

Cerises

publication de l'Association des communistes unitaires.

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte, Michèle Kiintz, Roger Martelli, Philippe Stierlin, Catherine Tricot, Pierre Zarka, Zarz.

cerises@plateformecitoyenne.net

www.cerisesenligne.fr